

"Grand débat national" AFC

Une occasion nous est offerte de réaffirmer avec force que la famille, quand elle est stable, est le meilleur remède à la désespérance. Utilisons donc tous les canaux disponibles pour nous exprimer. Dans les réunions publiques organisées près de chez nous et [sur le site du grand débat](#), demandons notamment, autour des 4 axes retenus :

- -La reconnaissance de l'importance de la famille stable comme ciment de la cohésion de notre société
- -La nécessité d'une politique familiale ambitieuse pour aider les familles et leur montrer la reconnaissance de la Nation pour leur mission éducative auprès de leurs enfants
 - Une différenciation entre une politique sociale et une politique familiale
- -La prise en compte des besoins des familles en matière de logement
- -Une politique fiscale répartissant les impôts entre tous " en raison de leurs facultés " (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789) et donc prenant en compte les charges de famille
- -La mise en place d'aides aux familles pour la garde de leurs jeunes enfants afin de favoriser la conciliation vie familiale / vie professionnelle en respectant le choix des familles
- -La reconnaissance, dans la réforme des retraites, du service rendu à la société par les parents ayant élevé des enfants et spécialement une famille nombreuse, pour maintenir la population française et assurer l'équilibre des régimes de retraite
- -Le maintien dans le temps d'une politique familiale ambitieuse et stable donnant confiance aux parents

Et, puisqu'aucun sujet n'est interdit, et dans la mesure où il s'agit de favoriser la stabilité de la famille, demandons à nouveau :

- -La stabilité du droit de la famille permettant à chacun de connaître ses origines et l'application du principe de précaution avant d'adopter des législations de circonstances mettant en péril les repères familiaux
- un bilan des évolutions législatives sur l'avortement et la restauration du délai de réflexion
- -La prise en compte de l'IVG comme d'un problème de santé publique et la nécessité de développer des études sur les facteurs de risque pour mettre en place une politique de prévention de ces facteurs (déscolarisation, sous information sexuelle, précarité

affective et psychique, etc.)

→ -L'éducation des jeunes en matière affective, relationnelle et sexuelle en appliquant la loi de 2001 et, aussi, et la réflexion sur le sens de la vie de son début (notamment sur le développement de l'embryon) jusqu'à sa fin

→ -La restauration du régime d'interdiction de principe pour la recherche sur l'embryon, assorti de dérogations

→ -La promotion d'un programme ambitieux pour le développement des soins palliatifs

→ -L'abrogation de la loi Taubira ayant ouvert le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, dont les conséquences prévisibles seraient la " fabrication " ou la marchandisation d'enfants privés de père ou de mère, avec les risques eugéniques associés

→ -La promotion des NaProTechnologies, en tant que méthode de restauration de la fertilité du couple et en tant qu'alternative, crédible, à la FIV (Fécondation in vitro) et, aussi, à la contraception artificielle.